

La crise politique est là - Benalla, carton rouge pour Macron

samedi 28 juillet 2018, par [JOUVE Camille](#), [POJOLAT Alain](#) (Date de rédaction antérieure : 25 juillet 2018).

Après la séquence euphorique de la Coupe du monde et la mise en scène d'un président triomphant, à l'image de l'équipe nationale, Macron vient de se prendre un méchant carton rouge avec l'affaire Benalla.

Depuis les révélations du *Monde*, tout s'enchaîne : le profil atypique de Benalla, son importance dans le dispositif Macron, ses privilèges. Puis viennent les auditions à l'Assemblée nationale du ministre de l'Intérieur, du Préfet de police de Paris, du directeur de la DOPC, qui se repassent tous la patate chaude en regardant chacun avec insistance en direction de l'Élysée. Le tout dans un silence assourdissant de Macron dont la communication, pourtant d'habitude tirée au cordeau, montre ici ses limites.

Car derrière le scandale qui écorne la prétendue « présidence exemplaire », le chef de l'État doit faire face à sa première crise politique. D'ores et déjà, l'examen du projet de réforme constitutionnelle, si chère à Macron, a dû être reporté. Et nul doute que le renforcement de l'hyper-présidentialisation sera plus difficile à faire avaler après l'affaire Benalla. Le retour de la loi « Asile-Immigration » à l'Assemblée fin juillet risque également de faire désordre, tant le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb ressort affaibli de cette affaire. Et il sera difficile pour l'Élysée de le faire sauter comme fusible sachant qu'il est au cœur du dispositif politique de la Macronie.

Nul ne sait, à l'heure actuelle, jusqu'où la crise ira, mais elle pourrait mettre un coup d'arrêt à l'ivresse du pouvoir dont jouit Macron depuis son élection. Grand gagnant d'un concours de circonstances en 2017, il n'a, depuis, fait qu'engranger les victoires politiques en faisant passer, à marche forcée et sans embûches - mais pas sans résistances, chacun des axes de sa politique ultralibérale. Au-delà du profil du personnage, l'attitude de Benalla le 1^{er} mai et la bienveillance de sa hiérarchie traduisent aussi cette toute-puissance du pouvoir, et son culte du secret et de l'opacité, érigés en mode de gouvernance malgré les déclarations sur la « transparence ». Une toute-puissance favorisée et rendue possible par les institutions de la V^e République.

Nul doute que cet affaiblissement peut devenir un point d'appui pour les nombreux combats à mener à la rentrée. Face aux violences du gouvernement, qu'elles soient sociales ou physiques, il est grand temps de désarmer Macron !

Camille Jouve

• Créé le Mardi 24 juillet 2018, mise à jour Mercredi 25 juillet 2018, 12:21 :
<https://npa2009.org/actualite/politique/la-crise-politique-est-la>

Violences sociales, politiques et policières : désarmons le gouvernement !

Difficile d'anticiper comment évoluera la crise politique créée par « l'affaire Benalla » qui ne fait que commencer. On peut tout de même prédire au président des riches des lendemains difficiles. L'onde de choc qui touche aujourd'hui la sphère médiatique et politique ne peut qu'alimenter le mécontentement et la colère qu'exprime un mouvement social dénigré, méprisé, et réprimé depuis trop longtemps.

Habitués depuis un an à user et abuser de l'arrogance des vainqueurs et des nouveaux riches, les ministres macronistes, privés de leur premier de cordée, semblent tétanisés, incapables de faire face à une fronde généralisée. Et la pitoyable prestation du « premier flic de France » devant la commission des lois le lundi 23 juillet n'a fait que transformer un malaise en crise politique majeure.

Amnésique, imprécis, balbutiant, Gérard Colomb ne se souvient de rien. Il n'a jamais rencontré Benalla, ou tout du moins il a pu le « croiser » occasionnellement sans connaître ses fonctions... Cette fable pour enfants ne convainc personne. L'avalanche de vidéos et de photos qui circulent dans la presse et sur les réseaux sociaux démontrent abondamment les liens de proximité voire d'intimité entre l'homme de main de l'Élysée et l'exécutif. Car Benalla n'en est pas à ses balbutiements. La valeur n'attendant pas le nombre des années, on apprend qu'il assura la garde rapprochée de Martine Aubry, qu'il fût chauffeur de Montebourg (qui le congédia au bout de 8 jours), que Benoît Hamon se souvient de lui lorsqu'il participait au service d'ordre du Parti socialiste, etc.

Mais où est passé Macron ?

Alors que toute la cordée dévisse, le fringant président jupitérien, omniprésent sur tous les fronts, qui il y a quelques jours encore (auto-)célébraient la victoire l'équipe de France à la Coupe du monde de foot avec grand tapage, est aux abonnés absents. Il annule sa visite, traditionnelle pour les chefs d'État, au Tour de France, et évoque « le moins possible » l'affaire Benalla avec son ministre de l'Intérieur, qui nous informe que le président semble beaucoup plus préoccupé par le report de l'examen du projet de loi sur la révision constitutionnelle que par le dysfonctionnement de ses services. Cette posture d'ignorance des basses affaires de la république devient intenable, y compris pour sa majorité. La responsabilité du président est directement mise en cause dans l'affaire Benalla, et Macron devra tôt ou tard rendre des comptes.

Une police au dessus tout soupçon ?

En boucle sur les événements, les grands médias ne semblent se préoccuper des violences policières que lorsqu'elles sont commises par des individus... extérieurs aux forces de police, et qu'il en résulte une « affaire » qui sent le souffre. D'un bout à l'autre de l'échiquier politique, on fait les louanges des forces de police « officielles » qui agissent – elles – avec professionnalisme, leur apportant une légitimité en tant que seule force habilitée à réprimer le mouvement social, le tout dans le contexte de la manifestation organisée à l'occasion des deux ans de la mort d'Adama Traoré...

François Ruffin ose même déclarer que « si un militant venait me raconter qu'un adjoint-chef du cabinet de l'Élysée était venu violenter un manifestant dans la rue qui n'avait rien fait, avant de le tabasser par terre, je lui aurais dit arrête de fumer ». Naïveté, candeur ou amnésie ? L'histoire de la V^e République, sous toutes les présidences, est marquée par les liens étroits entre les forces répressives officielles de l'État et les officines occultes au service de l'Élysée. Le SAC sous De Gaulle et Pompidou, qui attaquait (entre autres) les piquets de grève, le microtage des locaux du *Canard Enchaîné*, le service d'ordre privé de Giscard comptant nombre d'anciens activistes d'Occident, la cellule antiterroriste de Mitterrand tristement célèbre pour avoir fomenté en toute illégalité une

machination contre des réfugiéEs politiques irlandais ('affaire des « Irlandais de Vincennes ») : la liste est longue des exactions de ces groupes de barbouzes au service de l'exécutif, le plus souvent composés de flics et de gendarmes en retraite, et même en activité.

Insupportable répression

Lors de sa déclaration préliminaire de lundi devant la commission parlementaire, Gérard Colomb n'a semblé à l'aise que lorsqu'il a fait une description apocalyptique du contexte politique dans lequel s'inscrivaient les manifestations du 1^{er} Mai : un pays menacé du chaos par les zadistes, une police désarmée face à la violence des black blocs... Rien, bien sûr, sur la violence incroyable à laquelle sont confrontés le mouvement social, les lycéenEs en lutte contre Parcoursup, les migrantEs et sans-papiers, les jeunes des quartiers populaires ! Lors des manifestations spontanées du 15 juillet, après la finale de la Coupe du monde, les flics se sont une nouvelles fois lâchés à Paris, Grenoble ou Lyon... Quatre jeunes ont été grièvement blessés par le police, bien officielle celle là. Deux ont été éborgnés et deux blessés grièvement blessés à la tête par des tirs de flashball et de tasers ! Cette violence nous préoccupe, nous révolte, et nous mobilisera tout autant que les exactions d'un apprenti barbouze trop vite monté en grade !

Alain Pojolat

• Créé le Mardi 24 juillet 2018, mise à jour Mercredi 25 juillet 2018, 12:21 :

<https://npa2009.org/actualite/politique/violences-sociales-politiques-et-policieres-desarmons-le-gouvernement>
